

François-Yves Guillin

LE GÉNÉRAL DELESTRAINT

*Premier chef
de l'Armée secrète*



Photographies anthropométriques
du général Charles Delestraint,
pratiquées dans un
des locaux du Sipo-S.D.
de la rue des Saussaies à Paris.
Septembre-October 1943.

2

85

FRANÇOIS-YVES GULLIN

LE GÉNÉRAL DELESTRAINT

Le premier chef de l'Armée secrète

n 27
09002

LE GÉNÉRAL DELESTRAINT



62
1000

2003121

92

CS111 2BIAM91 30
FRANÇOIS-YVES GUILLIN

LE GÉNÉRAL
DELESTRAINT

Le premier chef de l'Armée secrète

543



PLON
76, rue Bonaparte
PARIS

DL 19 MAI 95 11123

LE GÉNÉRAL
DELESTRAINT

Le premier chef de l'Armée secrète

Couverture :

Ces photographies anthropométriques ont été pratiquées par les agents du Sipo-SD de la rue des Saussaies. On sait que le général et les autres détenus de l'AS y ont été emmenés, dans ce but, en septembre-octobre 1943. Ces photographies ont été retrouvées rue des Saussaies, à la libération de Paris, remises à la famille et retrouvées en 1991.

Le chef du Sipo-SD de la rue des Saussaies, l'Obersturmbannführer SS Neifeini (lieutenant-colonel), ayant négligé de détruire ses archives, en août 1944, lors de son départ, a été condamné à mort par un tribunal allemand et exécuté.

© Plon, 1995.

ISBN 2-259-00302-8

I

Une rencontre

Un jour de septembre 1940, dans une rue de Bourg-en-Bresse, j'aperçus ma mère en conversation avec un couple. Elle me présenta au général et à Mme Delestraint. Cette rencontre inopinée a marqué ma vie. Avoir connu le général Delestraint à dix-neuf ans à peine, à l'âge où mûrissent la révolte et l'esprit de résistance à l'oppression, constitue plus qu'une chance ; c'est la réalisation précoce des plus généreuses aspirations qu'un jeune Français pouvait ressentir à cette époque. Tout se passe alors comme si, du fond de ce précipice qu'était la défaite absolue de mon pays, une branche m'était tendue à laquelle je pouvais me raccrocher : l'espoir.

Je n'oublierai jamais ce regard décidé et qui vous invitait à l'être ; regard ferme, mais plein de bonté ; miroir de l'homme qui a initié tant de Français à une cause digne d'être vécue, voire de se sacrifier pour elle. L'honneur qu'il me fit en septembre 1942 en me prenant à son service pour remplir les fonctions d'agent de liaison puis de secrétaire personnel s'ajoute à la dette de reconnaissance que j'eus pour lui au cours de ma vie.

Lorsque mon père, le commandant Guillin, mourut à quarante-quatre ans des suites de la guerre 14-18, en 1931, il était en garnison à Orléans. J'avais alors neuf ans. Un an plus tard, ma mère décida de s'installer à Bourg-en-Bresse. Nous y fîmes, mon frère Denis et moi, nos études secondaires. En juin 1940, notre famille ressentit la défaite de la France et l'armistice comme une catastrophe intolérable. Disons-le : nous avons été élevés dans le culte de « la plus grande France ». Le réveil n'en fut que plus brutal. Et à ma connaissance, il n'existait alors aucune organisation susceptible de satisfaire notre désir de l'action, de canaliser cette pulsion à reprendre la lutte.

En ces mois d'été 1940, la résistance, dont le général de Gaulle avait allumé la flamme le 18 juin, pouvait-elle apporter la moindre réponse aux jeunes ? Seule la résistance extérieure éveillait quelque espoir en nous. La France libre ? Le général de Gaulle restait encore, à cette époque, un grand méconnu, voire un inconnu. Le projet de rejoindre l'Angleterre germa donc dans le groupe de jeunes gens

que nous formions. Mais certains se rallièrent bientôt bruyamment au Maréchal au cours de l'été, en invoquant à la fois le drame de Mers el-Kébir et la « félonie » de cet ex-général, dont ils ne savaient rien de plus que nous. Nous persistions cependant dans notre choix. Connaître alors le général Delestraint, être conseillé par lui, nous conforta certes, mais surtout nous incita à nous préparer.

La guerre finie, pendant de très longues années, mon travail de médecin ne me permit pas de réfléchir sérieusement sur les années de lutte. Pourtant je déplorais l'oubli dans lequel était tombé le nom de mon chef, mais sans aller au-delà. Ma carrière de rhumatologue était encore à plus de cinq années de son terme lorsque, profitant d'un congé au cours de l'été 1983, je lus, avec beaucoup de retard, le livre d'un grand résistant français, Henri Frenay, *La nuit finira*. La figure du général Delestraint y était longuement évoquée. Et ce serait peu dire que le portrait qui en était fait ne me convenait pas. Loin d'être présenté sous son vrai jour, il apparaissait comme un fidèle du maréchal Pétain, n'ayant changé d'opinion qu'à l'occasion du fameux discours de Laval de juin 1942. Non que je méprise ceux qui ont cru en 1940 au vainqueur de Verdun. Mais dans ce cas précis, la contrevérité historique entamait sérieusement la crédibilité que l'on pouvait accorder au général Delestraint, chef de l'Armée secrète. Elle s'accompagnait d'autres inexactitudes, d'autres erreurs non moins graves. Le chef de l'Armée secrète apparaissait comme un homme à la conviction fragile n'ayant aucun sens profond de la Résistance, soucieux d'y introduire des officiers et sous-officiers pétainistes. On le présentait sous le jour d'un vieux général, falot, incapable de s'adapter ni de remplir les trop lourdes charges qui lui étaient confiées. Enfin, on évoquait ce « pauvre général » allant mourir à Dachau. L'idée qu'une telle image, contraire à la vérité historique, puisse s'imposer pour vraie me révoltait. D'autant que, malgré le très bon livre de Jean-François Perrette, le général Delestraint était méconnu des Français¹. Et que les grands témoins qui auraient pu réagir ont disparu : le général de Gaulle et Jean Moulin, bien sûr, mais aussi Joseph Gastaldo, André Lassagne, et tant d'autres.

Dès septembre 1983, j'ai d'abord voulu savoir la place qui était réservée au général Delestraint dans le petit musée de la Résistance

1. Jean-François Perrette, *Le Général Delestraint*, Paris, Presses de la Cité, 1972, 180 p.

que Lyon possédait alors : aucune ¹. Le directeur est venu aimablement m'informer que ce musée de la ville où le général avait exercé ses fonctions de chef de l'Armée secrète ne disposait d'aucune pièce le concernant. J'ai donc décidé de mieux faire connaître le vrai visage de celui qui fut le premier chef de l'Armée secrète de la France combattante, et dont j'ai eu l'honneur d'être le secrétaire. Les compagnons du général que j'avais connus en 1942-1943 nous ayant quittés pour la plupart, je me devais d'en témoigner. En mai 1984, avec le directeur du musée et le concours de la famille du général, de plusieurs anciens des chars de combat, de la Résistance, de la déportation, nous avons organisé la première exposition « général Delestraint ».

Fin 1985, sur une idée partagée par Pierre Dalloz, nous avons fondé avec sa fille, son gendre et plusieurs fidèles une association pour « défendre, honorer et perpétuer la mémoire du général ». Cette association, présidée par le général de Witasse, a vu son combat récompensé grâce à Robert Sheppard et à la persévérance de certains d'entre nous : le 10 novembre 1989, le nom du général entrain au Panthéon, véritable reconnaissance de la nation envers ce héros de la Résistance ². L'année suivante, les efforts conjugués de Raymond Aubrac et du général de Witasse furent enfin couronnés de succès : une promotion de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr fut baptisée « général Delestraint ». Le « triomphe » de la promotion donna lieu à une grande fête en 1991, comme chaque année, à Coëtquidan et les officiers ne sont pas peu fiers d'avoir désormais un tel parrain. En octobre 1993, lors de la « Journée général Delestraint », organisée dans une salle du Sénat par le ministère des Anciens Combattants et notre Association, historiens et témoins évoquèrent les grandes périodes de la vie de soldat, de résistant, de déporté de Charles Delestraint. Plusieurs cérémonies suscitées par l'Association, ou sous son égide, se sont déroulées dans de nombreuses villes

1. Le petit musée de la Résistance, rue Boileau, à Lyon, est remplacé depuis le 15 octobre 1992 par l'important Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation, 14, avenue Berthelot, Lyon 7^e, dans les anciens locaux de l'Ecole de santé militaire, ex-siège du Sipo-SD de Lyon en 1943, dont les sections IV et IV E avaient pour chef Klaus Barbie, condamné à la réclusion à perpétuité, le 3 juillet 1987, pour crimes contre l'humanité.

2. Cet événement du 10 novembre 1989 passa malheureusement inaperçu du grand public, du fait qu'il coïncida avec la chute du mur de Berlin. Il fut surtout rendu possible grâce aux efforts d'un des membres de l'Association, Robert Sheppard, ancien compagnon du général à Dachau. Son nom sera évoqué à plusieurs reprises.

de France depuis 1986. L'association « A la mémoire du général Delestraint » peut considérer que ses objectifs essentiels seront bientôt atteints.

C'est en 1986, alors que je terminais ma carrière hospitalière, que Marcel Ruby, historien bien connu, agrégé de l'Université, me demanda de présenter devant la commission d'Histoire de la guerre, au rectorat de Lyon, une conférence sur le général Delestraint. « Au désir obscur d'oublier succède la vive volonté de savoir », a dit Jules Gritti. Mais il ne suffit pas d'écrire ni d'être convaincu, il faut aussi prouver, car rien, absolument rien ne remplace la recherche, la découverte des sources. Démonter pour démontrer. Il faut démontrer avec méthode, pour démontrer avec rigueur. Telles sont les raisons pour lesquelles, malgré mon âge, je m'engageai sur la voie universitaire ; voie difficile mais privilégiée, où je bénéficiais des conseils avisés et pertinents de professeurs de l'université Lumière, Lyon-II, Yves Lequin et Gilbert Garrier, mon directeur de recherche, de ceux de Mme de Tourtier-Bonnazi, conservateur en chef des Archives nationales pour l'époque contemporaine. A ces personnes, comme à ceux qui me permirent de consulter des archives de multiples origines, j'exprime toute ma reconnaissance.

Pendant six années d'études et de recherches en vue de l'obtention d'un Diplôme d'études approfondies (DEA), puis d'un doctorat d'histoire, j'ai vécu une aventure passionnante. Au-delà des cours et séminaires, j'ai consacré une grande partie de mon temps à découvrir des sources nouvelles, bibliographiques ou provenant des Archives nationales et départementales, judiciaires, du Service historique de l'armée, ou d'autres archives françaises et étrangères ; mais j'étais attentif aussi à de nouveaux et nombreux témoignages. Le 17 octobre 1992, j'ai finalement soutenu une thèse de doctorat d'histoire intitulée : « Le général Delestraint, dans la Résistance, premier chef de l'Armée secrète... » Par ce travail, j'ai essayé de faire la lumière sur nombre d'épisodes obscurs de la vie du général, bien que quelques faits, quelques événements restent encore dans une zone d'ombre qu'il faudra bien éclaircir.

Les pages qui suivent sont le fruit de ce long et patient travail de recherches. Elles retracent la vie de Charles Delestraint, jusqu'à son assassinat. C'est une biographie, écrite certes par l'historien que je suis devenu à cette occasion, mais aussi par le témoin que je reste, un des rares survivants de cette période de Résistance, de 1940 à son arrestation, de son temps de commandement de l'Armée secrète ; époque au cours de laquelle il m'a été donné de côtoyer des

hommes exceptionnels, qui se sont révélés au cours de cette guerre dramatique. J'aurai à en parler¹.

LE GÉNÉRAL CHARLES DELESTRAINT

Le 8 juillet 1940, après l'armistice qu'il refusait, un général français, au camp de Caylus (Tarn-et-Garonne), dans les Causses du Quercy, s'adresse aux équipages, débris des 2^e et 4^e divisions cuirassées, hommes, sous-officiers et officiers, souvent sans leur char, mais qui tous, dans cette retraite éprouvante, n'avaient jamais cessé de se battre. Dans la partie basse du camp, au « camp de Livron », sur une estrade improvisée, les équipages rescapés se serrent autour de lui pour écouter ses adieux. Ses paroles révèlent à la fois le rebelle et l'homme d'espérance qu'il fut :

« La France s'écroule aujourd'hui dans un désastre effroyable. La veulerie générale en est la cause. Il dépend de nous, cependant, il dépend de vous surtout les jeunes, que la France ne meure pas. De grands soucis, de durs sacrifices, dont nous ne mesurons pas encore toute la portée, nous attendent. Allons au-devant de ces nouvelles épreuves avec courage, avec énergie, avec confiance. [...] Si nous conservons la foi dans les destinées de notre pays, si nous nous comportons en Français, et non avec une mentalité de chiens battus ou d'esclaves, si nous savons vouloir, la France ressuscitera un jour elle aussi du calvaire présent.

« En vous faisant mes adieux je dis à tous : courage, je répète à tous confiance, confiance encore, confiance toujours. »

Ce général qui parle ainsi à ses hommes, c'est Charles Delestraint. Son message restera gravé dans la mémoire de nombre de combattants. Loin de résonner comme un adieu aux armes, ces mots laissent déjà percer l'idée de la reprise de la lutte, de la résistance à l'ennemi. Dès ce jour, à soixante et un ans, Charles Delestraint, face au malheur qui frappe son pays, apparaît comme un homme de destin.

Deux mois plus tard, je rencontrai pour la première fois le général Delestraint, à Bourg-en-Bresse.

1. Certains ont été des proches du général à d'autres époques de sa vie, au cours de la période militaire ou de déportation. Tous apporteront leur témoignage. D'autres enfin furent des compagnons intimes au cours des neuf mois de son commandement de l'AS.

Qui était Charles Delestraint ?

Alors jeune étudiant en médecine, j'ai eu le privilège d'être un proche du général Delestraint, de 1940 à juin 1943, et d'avoir été son familier pendant plus de huit mois. A la lumière des recherches imposées pour écrire cette biographie, il m'est possible de présenter de lui un portrait plus complet et aussi fidèle que possible. Physiquement, il était de taille moyenne. A Dachau, les déportés le surnommaient affectueusement « le petit homme ». Mais il se tenait toujours droit comme un i, et cela jusqu'au dernier moment de sa vie. Son signalement, à l'armée, tient en quelques mots : Taille : 1,67 m. Nez moyen. Menton rond. Visage ovale. Les yeux bleus. Mais qui dira la profondeur de son regard ! Dignité ! Profondeur ! Transparence ! Quel homme était plus transparent que Charles Delestraint ? Tout était direct chez lui. Il respirait la droiture et la conviction. Un compagnon de Dachau, ancien FFL, Maurice Basiez, le décrit ainsi : « Soldat par vocation, combattant des deux guerres, pèlerin par destinée, croisé par une foi profonde en Dieu et la Patrie. »

Les théories nazies, fondamentalement antichrétiennes, ne pouvaient que l'ancrer dans sa décision de lutte et dans son hostilité aux orientations du régime de Vichy.

Enracinée dans la région du Nord, « boulevard séculaire des invasions », comme disait Malaguti en 1940, de souche modeste mais honorable, la famille vit dans la crainte du puissant voisin ; mais Charles Delestraint se refuse cependant à voir dans l'Allemagne l'ennemi héréditaire à jamais. Homme de tradition, il a certes de solides convictions, mais n'adhère à aucun parti politique. L'amour de la patrie l'animait au plus haut point. Le 17 juin 1940, la demande d'armistice ne pouvait lui paraître qu'intolérable, et cela d'autant plus que son annonce, prématurée, sapait l'énergie des combattants. Une chape de plomb était tombée sur cette France qu'il chérissait par-dessus tout !

La lumière, elle allait lui apparaître le 18 juin. Il connaissait l'homme qui tenait le flambeau, il l'appréciait et lui accorda d'emblée sa confiance : il suivit de Gaulle. S'il s'était rendu à Londres, il y aurait joué sans aucun doute un rôle de premier plan. Mais il a estimé qu'il serait plus utile en restant en France, même s'il y était plus exposé. Dès le début, il a choisi de reprendre la lutte sur le territoire national. Préparer la Résistance intérieure en même temps que s'élaborait, à Londres, la Résistance extérieure ; l'une ne pouvant se concevoir sans l'autre. Tel était maintenant le combat. Son Combat. Quand il prend la parole devant les anciens cadres des

« chars », c'est pour les inciter à ne pas abandonner la lutte. Rester neutre dans le conflit mondial en cours, c'était se montrer veule, et la veulerie était à ses yeux le pire de nos ennemis¹.

Delestraint était trop soldat et pas assez militaire² pour obéir aveuglément à un gouvernement qui, condamnant toute velléité de reprise de la lutte, semblait déjà annoncer la collaboration avec l'ennemi. Insistons sur ces termes, « militaire » et « soldat » ; leur signification est différente, même si leur emploi peut prêter à confusion. Le militaire obéit. En exécutant une consigne, il s'efface, tel le Centurion de l'Évangile, devant l'ordre reçu. Son esprit de discipline est en lui-même une vertu ; cette discipline qui, selon le principe bien connu, fait « la force principale des armées ». Mais cette vertu constitue aussi un danger : l'exécutant peut ne jamais se sentir responsable, ni par conséquent impliqué par les conséquences des ordres auxquels il se doit d'obéir sans discuter. Au contraire, le soldat se veut responsable de la défense du territoire ou du patrimoine national et à ce titre, dans des circonstances exceptionnelles, il demeure seul juge des ordres qu'il reçoit. Dans certaines conditions graves, il peut arriver à en refuser ou à en repousser l'exécution, s'il les estime non conformes à ses convictions, à son éthique, ou simplement inopportuns. Ainsi de Gaulle refusa de se soumettre à l'ordre du chef de l'État ; ainsi Delestraint passa outre au rappel à l'ordre de Vichy. Tous deux furent des soldats avant d'être des militaires. Cette différence d'essence se manifesta donc dans une certaine conception de la responsabilité individuelle ; si la mentalité du militaire reste celle du subordonné, la mentalité du soldat est celle d'un chef. Ce qui implique des qualités supérieures de jugement et de caractère car, en aucun cas, il n'aura le droit de se tromper³.

Chrétien, patriote, soldat, Charles Delestraint devait fatalement devenir résistant. Il le fut dès l'armistice, et avec cette foi et cette jeunesse de cœur dont il était coutumier. Et, chose rarissime, pour remplir cet engagement sacré, il accepta de servir celui qui avait été

1. Le général voyait en la veulerie le principal défaut des Français, au moins de cette époque. Une de ses lettres aux anciens des chars en fait état.

2. Cette distinction exposée par le général de Witasse, lors du colloque du 20 octobre 1993 sur le général Delestraint au Sénat, souligne que le militaire ne se pose pas de questions, il obéit ; le soldat, responsable, sait pourquoi il se bat.

3. Présentation du général de Witasse, au colloque du 20 octobre 1993 du Sénat, « général Delestraint ».

sous ses ordres : l'homme d'exception qu'il avait connu à Metz, puis au cours de la campagne de 1940, son ancien subordonné, le colonel puis général de Gaulle. Don de soi pour la seule cause qu'il estimait digne d'être servie : la libération de la France, qui passait par la lutte contre l'occupant. Sa certitude en la victoire future était communicative. Chaleureux, il savait attirer et convaincre les anciens « chars » qu'il réunissait en zone non encore occupée. Certains se souviennent encore d'avoir été conquis par ce général, le seul sans doute qui, dès 1940, osait parler ouvertement de reprendre les armes au lieu de prêcher, comme c'était alors la mode, la résignation à la défaite et son cortège d'humiliations, la punition de nos fautes passées et seul moyen d'obtenir la rédemption de notre pays. Son christianisme, à l'opposé d'une doctrine proclamée par une certaine hiérarchie, rejoignait celui du groupe jésuite du père Chaillet, pour s'ouvrir à la résistance spirituelle au nazisme et non à l'obéissance au Maréchal.

Homme d'honneur, Charles Delestraint l'était au plein sens du terme. De nos jours, où trop souvent « l'image de soi l'emporte sur le don de soi¹ », un homme dit d'honneur passe pour un fat, gonflé de son importance. Chez Charles Delestraint l'honneur, au contraire, ne pouvait coexister qu'avec le don de soi, l'exigence de rigueur, l'abnégation, le devoir lucidement et intellectuellement accepté. L'honneur, c'est le frère jumeau de la noblesse ! Charles Delestraint avait cette noblesse de cœur qui est celle de la grandeur.

Chrétien, il l'était, certes, par sa pratique religieuse, mais bien davantage encore par sa foi intensément vécue. Dès 1900, simple sous-lieutenant, il adhère à une fraternité laïque, le Tiers-Ordre de saint François². Le frère Charles Delestraint avait prononcé des vœux, discrets sinon secrets, temporaires mais toujours renouvelés et respectés. A cette époque de luttes religieuses, c'était faire preuve de foi et de courage, car son avancement militaire risquait d'en souffrir. D'autant plus qu'entre autres pratiques, il avait décidé d'entendre la messe tous les matins dans la limite de ses possibilités. Il vivait sa foi avec une fidélité dont témoignent tous ceux qui l'ont

1. André Green, « Entretien sur l'honneur et le narcissisme », in *L'Honneur*, Paris, Autrement. 1991, 230 p.

2. La Fraternité avait sa vie propre, sans cesser d'être inspirée par « l'esprit de saint François », d'avoir la mentalité franciscaine, dévouement aux autres notamment, souci essentiel de la justice sociale. Entre les deux guerres, le Tiers-Ordre entra en rapport avec le Sillon de Marc Sangnier.

connu¹. Ses compagnons militaires, résistants ou détenus, le commandant Perrette, André Lassagne, Joseph Gastaldo, le Dr Suire, Bob Sheppard, le R.P. Riquet et tant d'autres parlent avec respect et admiration de cette foi lumineuse sans ombre d'ostentation. Résistant, soldat et patriote, Charles Delestraint était aussi chrétien, imprégné de son enseignement. Quel que fût son âge, quel que fût le chapitre de sa vie, l'ardeur, l'enthousiasme, l'engagement sont chez lui indissociables de la foi. Elle fut son secours quand il fut confronté à des situations dramatiques. Lorsqu'il était détenu à la prison de Fresnes, il avait demandé à son épouse et à sa fille Bibiane de lui apporter son livre de messe. Elles découvrirent, glissé dans ce missel, un papier sur lequel le général avait écrit ces lignes :

« I. Me désapproprier de moi-même.

Vivre intensément pour Dieu à qui je confie ma
famille, tous ceux qui me sont le plus chers,
pour ma patrie, pour mes frères.

II. Vivre libre et joyeux, patient, en dépit de la botte allemande
et de l'étouffement français.

III. Etre exact². »

Véritable ligne de conduite que le général s'était fixée, sans doute à l'époque où il prit l'engagement d'accepter la charge du commandement de l'Armée secrète, c'est-à-dire au cours de l'été 1942, cette éthique de vie, aucune des épreuves qu'il dut subir sous l'occupation allemande ne devait la remettre en question. C'est fidèle à cet idéal qu'il mourut à Dachau.

1. Ses filles ont le souvenir de ces messes quotidiennes. A Metz, une habitante voit encore le général en tenue se rendre à pied chaque matin à Notre-Dame. A Lyon, il allait à Saint-Michel tôt le matin. A Londres, c'est à Brompton Oratory que le lieutenant-colonel Malaguti reconnut le général. Quant aux messes clandestines de Fresnes et des camps, il en sera bien entendu question plus loin. Il est possible, voire probable, qu'au début du siècle, cette pratique ostensible ait nui à son avancement.

2. Mme B. Tourtel-Delestraint nous apprend que ce papier fut retrouvé dans le missel du général qu'il réclamait à son épouse, alors qu'il était détenu à Fresnes. Écrit bien auparavant, sans doute lors de son engagement à la tête de l'AS, ce texte est en effet tracé à l'encre, ce qui n'aurait pas pu se faire en prison. Nous optons donc pour l'hypothèse de « la ligne de vie » écrite au cours de l'été 1942 (le papier ayant été glissé ensuite dans le livre de messe), et non pour celle du « testament spirituel » qu'il aurait rédigé lors de son incarcération à Fresnes, un an plus tard. La promotion de Saint-Cyr qui porte son nom a choisi comme devise « Etre exact ».

II

Devenir soldat

LES ORIGINES ET LA FAMILLE

Charles Delestraint est d'origine modeste. Le généalogiste Marc Leleux démontre que la famille n'a jamais été anoblie, contrairement à ce que beaucoup ont cru et croient encore en persistant à écrire « de L'Estraint ». (Après-guerre, le colonel Passy, dans le premier tome de ses *Souvenirs*, avait ainsi orthographié le nom du général.) Ce patronyme provient vraisemblablement de « Estrain », qui en vieux français signifie « paille ». Avec Marc Leleux, on peut en déduire qu'un lointain ancêtre exerça la profession de « couvreur d'estrain », celui qui couvre de chaume le toit des maisons.

La famille Delestraint est originaire du Nord, plus précisément du Tournaisis en Belgique, où l'on retrouve à la fin du XVIII^e siècle un Jean-Louis « Delestrain »¹. Elle y resta jusqu'au début du XIX^e, lorsque le petit-fils de Jean-Louis, Marie-Antoine-Joseph, après le décès de sa femme, originaire d'Avelin près de Lille, quitta le Tournaisis, pour s'installer à Haubourdin. Trois de ses enfants se fixèrent à Lille. En 1811, la fille meurt ; l'un des garçons, Antoine-Joseph, y fait souche. Son fils, Antoine-Charles, qualifié de « fondeur » en 1850, devint surtout un musicien de talent, professeur de musique et officier d'Académie à Lille, époux de Rosine Six musicienne aussi, tous deux grands-parents du général. Le père de Charles Delestraint, Georges-Antoine-Charles, naquit le 28 avril 1851 à Lille. Sans grandes ressources, Georges a mené une vie laborieuse. Enfant, à

1. Si Jean-Louis Delestrain est originaire de Tournai, son fils Jacques-Joseph Delestrain s'est fixé à Vaulx-lès-Tournai où sont nés ses enfants, dont Marie-Joseph *Delestraint*, « censier » à Gaurin-Ramecroix à l'est de Tournai. Un des nombreux enfants de ce dernier, Antoine-Joseph, arrière-grand-père du général, opta pour la nationalité française sous l'Empire, et s'installa à Lille, serrurier rue Saint-Sauveur (l'auteur du *P'tit Quinquin*, Alexandre Desrousseaux, habita cette rue). Le fils d'Antoine-Joseph, Antoine-Charles, grand-père du général, fut donc professeur de musique à Lille, directeur des fanfares de Loos & Wesquehal (apports de M. Marc Leleux, généalogiste).

l'école, comme en famille par la tradition orale, il a eu connaissance des guerres dont sa province a été le théâtre au cours des siècles. A dix-neuf ans, quand la France est envahie par la Prusse, en 1870, Georges s'engage. Après la guerre, il épouse Marie-Antoinette Legay, née à Arras en 1846, de cinq ans son aînée, veuve d'un officier tué à la guerre, et mère de trois enfants¹. Du second mariage elle n'eut qu'un fils, Charles. Marie-Antoinette, la mère de Charles Delestraint, une forte personnalité, constituait la pierre angulaire de la famille et son influence sur ses enfants fut déterminante, par la solide éducation qu'elle leur inculqua comme par les principes qu'elle leur transmit.

Georges Delestraint était comptable. Il s'installa à Biache-Saint-Vaast, petite ville industrielle à une dizaine de kilomètres à l'est d'Arras, lorsqu'il y trouva un emploi à la fonderie spécialisée alors dans la fabrication de la monnaie de cuivre. C'est donc dans cette petite ville ouvrière du Pas-de-Calais que Charles vint au monde le 12 mars 1879² dans une maison qui fut entièrement détruite lors d'un bombardement par l'artillerie allemande en 1917. Quelques années plus tard, la famille s'installa à Lille, 54, rue Colbert, désormais véritable maison familiale. C'est là que moururent Marie-Antoinette le 16 novembre 1929 et Georges le 2 janvier 1947, alors qu'il atteignait sa quatre-vingt-seizième année, sans avoir appris la fin tragique de son fils à Dachau.

L'éducation du jeune Charles est marquée par la rigueur de ses parents et particulièrement par celle de sa mère, très attachée aux valeurs morales, touchant notamment la foi chrétienne dont Charles garda l'empreinte mais fit sienne, réfléchie, transcendée et vécue ; ainsi que l'amour de la patrie, dont étaient imprégnés ses parents, et tout spécialement Marie-Antoinette. La guerre de 1870-1871, l'invasion d'une partie de la France, ponctuée par certaines exactions, suivie de l'humiliation de l'armistice, avaient gravement éprouvé

1. Marie-Antoinette Legay avait épousé en 1864 Louis-Edmond Pero, lieutenant au 61^e régiment de ligne, tué en 1871. Elle eut de lui Elisabeth et deux jumeaux, Georges et Alfred. (Mme Geneviève Bastien, généalogiste.)

2. Marie-Antoinette, alors âgée de trente-deux ans, accoucha à cinq heures du matin. Son mari, Georges, présenta le nouveau-né à l'officier de l'état civil de Biache-Saint-Vaast, selon l'usage, le même jour à six heures du soir. Il déclara qu'à cet enfant, son épouse et lui avaient donné les prénoms de Charles Georges Antoine. Ont signé l'acte, outre Georges, M. Henri Blanchet, maire de Biache, et deux témoins, François Carpentier, instituteur, et François Couture, journalier.

Georges et Marie-Antoinette¹. L'un et l'autre avaient conservé un souvenir amer de cette époque et n'avaient pas toléré l'affront infligé à la France. Le corollaire logique de cette forte notion de patrie dont s'était nourri le jeune Charles fut tout naturellement l'armée. « La ligne bleue des Vosges » symbolisait, pour nombre de Français, la spoliation de l'Alsace-Lorraine par l'Allemand, redevenu l'ennemi. L'armée, de ce fait, représentait l'élément salvateur, réparateur, rédempteur, en ce contexte d'espoir de revanche, qu'il fût conscient ou non, mais certainement vivifiant ; et cela en dépit des dangers que comportait cette situation face à la puissante Allemagne de Bismarck et de Guillaume I^{er}. On peut retrouver cette pulsion patriotique postérieure à la défaite de 1870 dans de nombreuses familles de tous les milieux sociaux, de toutes les provinces françaises, mais sensiblement plus exacerbée dans celles des marches de l'Est et du Nord de la France.

La famille constituait la troisième notion forte. Marie-Antoinette y était d'autant plus attachée que son veuvage avait correspondu pour elle à une période difficile après la guerre de 1870. Elle était restée alors seule avec ses trois enfants. Pour Marie-Antoinette, la cellule familiale représentait un refuge devant les difficultés sociales. Le second mariage qui l'unit à Georges Delestraint lui apporta la sécurité dont elle avait besoin et l'épanouissement.

A cela s'ajoutait un sens du devoir allant jusqu'à l'abnégation, la prise de responsabilités, le sens de l'engagement. Le jeune Charles, « Carl » dans l'intimité², grandira au sein de cette famille unie. Encore célibataire, il ressentira le besoin, certes bien humain, de retrouver, à quelques rares occasions, repos, méditation et équilibre dans le milieu familial, de s'y ressourcer, mais jamais au risque d'y voir affaiblir les engagements de sa vie d'homme.

LES ÉTUDES

Sans avoir été directifs, ses parents et principalement Marie-Antoinette semblent avoir joué un rôle déterminant sur le cursus scolaire du jeune Charles Delestraint. Les études primaires ont été

1. Selon l'armistice signé le 28 janvier 1871, l'occupation ne concernait pas le Nord ni le Pas-de-Calais ; coupés de la mère patrie jusqu'à l'évacuation par les Prussiens de la Seine-Maritime et de la Somme, au premier versement à l'Allemagne : cinq cents millions.

2. Diminutif usuellement employé en Flandre et Picardie.

menées sérieusement. Commencées à Biache-Saint-Vaast, elles furent poursuivies à Lille dans une école primaire catholique, lorsque son père s'installa avec sa famille dans cette ville. Sa mère, qui était attentive, voire sévère, sut créer pour ses enfants une ambiance laborieuse et sérieuse. Dans un tel cadre, Charles, qui était un enfant doué, apprit à travailler et réussit. Dès octobre 1889, il entra en sixième chez les pères maristes d'Haubourdin-lès-Lille. Ses parents avaient choisi pour lui cette institution de la banlieue sud-ouest de la métropole du Nord, tant en raison de la relative proximité de leur domicile de la rue Colbert qu'en raison de la solide réputation d'éducateurs qu'avaient acquise les pères.

Au terme de ses études secondaires, en juillet 1896, le directeur du collège écrivit qu'« il a été le modèle des élèves de son cours », que ce baccalauréat lettres-mathématiques, auquel il venait d'accéder, « prouve qu'il possédait parfaitement son programme de l'enseignement moderne et qu'il a de sérieuses aptitudes pour les mathématiques et les sciences. Je suis heureux d'ajouter, poursuit son directeur, que je ne le crois pas moins doué pour les lettres et que ses professeurs lui ont décerné, chaque année, le premier prix de littérature ». Parallèlement et dans le cadre de ses études, Charles Delestraint reçut une instruction religieuse poussée. Il fit sa première communion à onze ans, le 1^{er} juin 1890, à la chapelle des frères maristes d'Esquermes, et ses parents lui offrirent, à cette occasion, un missel qu'il conserva précieusement toute sa vie¹.

Si le jeune Charles a travaillé assidûment au cours de sa scolarité, il a manifestement négligé la musique. Pourtant, il était doué, et sa grand-mère Rosine, professeur de piano de son état, aurait voulu lui faire profiter de ses leçons pour développer une disposition naturelle. « Tu as de qui tenir ! », lui disait-on en présence de ses grands-parents Delestraint, tous deux de la profession. Mais rien n'y fit... Dans ce domaine, Charles se montrait rebelle. Le bon élève à l'école se rebiffait lorsque sa grand-mère Rosine voulait lui enseigner le solfège ! Il avait cependant une mémoire musicale étonnante, ce qui lui permit, au cours de sa vie, de retrouver un mouvement ou un air à la mode entendu à la TSF et de le jouer au piano. Il appréciait la musique classique, assistait volontiers aux concerts, aux opéras et opérettes, aimait chanter et ne s'en privait pas².

1. Ce missel, offert par la famille à l'auteur, n'est pas celui que le général réclama à son épouse lors de sa détention à Fresnes, confisqué par les Allemands.

2. Charles Delestraint était assez éclectique dans le choix de ses chants ! Ceux qui ont vécu avec lui, et l'auteur en est un, l'ont entendu chanter

La Corniche

Les professeurs d'Haubourdin avaient conforté Charles dans son désir de poursuivre des études supérieures. Georges et Marie-Antoinette, fiers de la réussite de leur fils, décidèrent d'accéder au vœu qu'il exprimait depuis longtemps : entreprendre une carrière militaire. Son niveau scolaire et intellectuel lui permettait de prétendre accéder au concours d'entrée à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Malgré leurs moyens modestes, ses parents voulurent lui donner toutes ses chances. Il fut inscrit au collège Sainte-Geneviève de Paris, 18, rue Lhomond¹, et Charles Delestraint entama donc, en octobre 1896, l'année préparatoire à Saint-Cyr, la fameuse « Corniche ». Elle fut plus que satisfaisante. Si bien que ses maîtres lui conseillèrent de présenter en juin-juillet 1897 à la fois le concours de Saint-Cyr et celui de Polytechnique, alors qu'il n'avait que dix-huit ans et qu'une seule année préparatoire. Il fut admis à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et échoua à « l'X ». Pour lui, le but principal était atteint. D'autant plus que sa vocation militaire — pour l'infanterie, et plus particulièrement pour les Chasseurs — s'était affirmée au cours de cette année. Ce succès fut annoncé officiellement à ses parents par le directeur de Sainte-Geneviève en août 1897². C'était la consécration de leurs efforts ainsi que le souhait le plus cher de leur fils. Charles Delestraint rejoint en octobre 1897 l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Il fait partie de la promotion « Général Bourbaki ». On a, de cette époque, une photographie étonnante. Georges Delestraint était venu à Paris passer la journée avec son fils et lui avait apporté pour fêter son succès un appareil photographique, cadeau superbe pour l'époque. Tous deux se rendent sur la montagne Sainte-Geneviève, rue Soufflot, où Charles prend sa première photo : le Panthéon, ce Panthéon où son nom sera inscrit en lettres de bronze quatre-vingt-douze ans plus tard... Le soleil, dans le dos, comme il a été recommandé sans doute sur la

aussi bien un air d'opéra, tel *Carmen*, ou une chanson à la mode. Son fidèle compagnon de Dachau, Bob Sheppard, raconte que tous deux chantaient ensemble, « pour faire de l'exercice dans la cour du block », un de ses airs favoris de *La Belle Hélène* d'Offenbach.

1. En 1896, on désignait encore « Sainte-Geneviève » sous l'ancien nom : « collège de la rue des Postes ».

2. La lettre est conservée par Mme Tourtel.

notice, révèle les ombres du père et du fils¹. Il écrira ensuite sur cette photo : « J'essaye mon appareil. »

Une année perdue ! La promotion « Général Marchand »

L'élève officier Delestraint est affecté à la 5^e compagnie. La première année de la promotion Bourbaki de Saint-Cyr s'annonce bien. Elle est malheureusement bientôt interrompue. Le jeudi 17 février 1898, au cours d'une séance de gymnastique, il ressent une vive douleur au genou gauche ; la marche devient impossible². Un court repos ne le soulage pas. Hospitalisé, Charles Delestraint, la mort dans l'âme, doit demander un congé de un an. Loin de lui l'idée de renoncer à sa carrière. Mais il lui faut un long repos suivi de rééducation, appelée alors « mécanothérapie ». Il revient dans sa famille, à Lille. Huit mois consacrés à ce long traitement, mais aussi mis à profit pour le travail, la lecture, la réflexion, et la méditation. Un temps mort qui sera fécond.

Il retourne à Saint-Cyr-l'École en octobre 1898, pour recommencer cette première année, avec la promotion qui sera baptisée « Général Marchand ». Les deux années passées à l'École spéciale militaire sont très enrichissantes pour l'élève officier Delestraint. Il gravit les échelons en étant très bien noté³. Le général, commandant l'École, à sa sortie, le 13 septembre 1900, porte sur lui une appréciation particulièrement élogieuse : « Tournure élégante, se présente très bien, nature très ouverte, très équilibré, beaucoup de cœur, d'entrain et de décision. Très bien doué et travailleur, sera un brillant officier qui a tout pour réussir. » Il est classé 6^e sur 555 élèves à la fin de la première année et, lors du triomphe de la promotion Marchand, fin juillet 1900, il est 12^e sur 552, classement qui lui permet de choisir son affectation.

1. La première photo prise par Charles Delestraint. Voir illustration hors texte.

2. Le constat officiel parle de « déchirure de l'aileron rotulien interne », mais il est fort probable qu'il s'agissait d'une lésion méniscale, mal connue à cette époque.

3. A la fin de chacune de ces deux années, il reçoit la même appréciation : « Conduite : très bonne. Santé : bonne. » Petite restriction : le genou gauche le handicape encore un peu. En 1899, il est nommé caporal le 15 août, sergent le 1^{er} décembre, enfin sergent-major le 15 décembre, nominations réservées aux élèves les mieux classés.

Sous-lieutenant et lieutenant

Il opte pour les chasseurs à pied : ce sera le 16^e BCP à Lille. Charles Delestraint a vingt et un ans. Il est nommé officiellement sous-lieutenant, le 25 juillet 1900, reçoit son premier galon le 1^{er} octobre et quitte alors l'Ecole de Saint-Cyr. Après son congé passé dans sa famille, il se présente à son corps, le 16^e bataillon de chasseurs à pied (16^e BCP), à Lille, le 1^{er} novembre 1900. D'abord sous-lieutenant « à la suite »¹, ce n'est que le 25 avril 1901 qu'il obtient « un emploi de son grade » à la suite du décès d'un lieutenant. Bien que son unité soit stationnée dans cette ville, il n'habite plus chez ses parents ; sa nouvelle adresse sera désormais 29, rue André. Dès son arrivée à Lille, Charles Delestraint se remet au travail. Il prend des inscriptions à la faculté de droit. Il en suivra les cours jusqu'à l'obtention d'une licence en droit.

Promu lieutenant en octobre 1902, il projette de se préparer à l'Ecole supérieure de guerre. Pour cela il doit effectuer des stages. C'est ainsi qu'il est détaché pendant un an² à l'état-major. Il y est tant apprécié que le général Hürstel, voyant arriver le terme de ce stage, voudrait garder le lieutenant à sa brigade d'infanterie en tant qu'officier d'ordonnance. Ce qui lui est refusé par le général de corps d'armée, puisque Delestraint n'est pas encore officier breveté. Il est alors appelé à suivre, en 1908, des stages d'artillerie et de génie.

Une nouvelle blessure aux conséquences heureuses

S'il convient de mentionner ces stages, c'est que celui passé au 6^e régiment de chasseurs à cheval, en 1910, a entraîné d'importantes conséquences dans la vie de Charles Delestraint. La ruade d'un cheval en février le blesse cette fois au genou droit. Le voilà à nouveau au repos, lequel se révèle insuffisant pour faire disparaître le gonflement. Des traitements thermaux sont alors prescrits sur les deux genoux, le gauche restant toujours sensible. Le médecin militaire propose une cure à Saint-Amand-les-Eaux. La proximité de cette station thermale, située dans le Nord, et sa renommée décident le lieutenant. Plusieurs cures sont prévues. Le résultat de la première, en mai, est positif mais insuffisant. Il doit y retourner en juillet.

Lors de ce second séjour, il apprend qu'il existe une chapelle

1. « A la suite » : surnuméraire, sans poste encore attribué.

2. Etant donné ses notes, il est détaché de novembre 1906 à octobre 1907 à l'état-major du 1^{er} corps d'armée de Lille, ce qui constitue pour un jeune lieutenant un stage très envié.

privée de l'établissement thermal. Il s'y rend un dimanche. Au cours de l'office, un chœur interprète des chants religieux. Charles Delestraint, pour une fois, aura des distractions à la messe ! La voix d'une jeune fille lui paraît particulièrement délicieuse. Il s'enquiert de son nom. Il s'agit de Raymonde Gillet, la fille du directeur de l'établissement. Il s'arrange pour la rencontrer. Débute alors la parfaite et constante admiration qu'il ressentira pour celle-ci. Comme il se doit, le lieutenant se fait présenter aux parents. Les jeunes gens se fréquentent et se plaisent.

UN MARIAGE D'AMOUR

La demande en mariage se fait selon les règles. M. Georges Delestraint vient de Lille demander officiellement pour son fils la main de Mlle Gillet à son père. Le mariage est décidé. Les fiançailles seront courtes. Les formalités occuperont le principal de cette période.

Du côté de la fiancée, c'est le capitaine de gendarmerie de Valenciennes qui est chargé de l'enquête de moralité sur la famille Gillet, sur la jeune fille, son père, sa mère, et l'enquête concerne même un oncle de Raymonde. Le maire de Saint-Amand confirme le rapport de gendarmerie quant à la situation de fortune de M. Gillet. Tout est parfait.

De son côté, le lieutenant Delestraint adresse à son chef de corps une demande d'autorisation officielle. Ses supérieurs, les uns après les autres, émettent alors un avis favorable avant de transmettre à l'échelon hiérarchique : le chef de bataillon Laignelot au général de brigade Lalorre, lequel approuve et passe au général de division Chamoin, qui donne son consentement et transmet enfin au général commandant le 1^{er} corps d'armée Durand qui porte un avis favorable définitif le 27 septembre. Il semble bien que la hiérarchie supérieure au corps d'armée n'ait pas été consultée ! Si l'on constate que la demande du lieutenant Delestraint date du 21 septembre, on peut admirer qu'en six semaines seulement l'autorisation définitive ait été accordée par l'autorité militaire.

Le mariage a lieu à Saint-Amand-les-Eaux le 4 octobre 1910. Marie-Antoinette et Georges Delestraint sont heureux et fiers de leur fils : il a fait un beau mariage.

Répondant à l'invitation du lieutenant, le général de brigade Lalorre et le commandant Laignelot sont venus en train de Lille. Dans leur compartiment voyage, depuis Lille, la gouvernante de la

grand-mère Delestraint. Car la grand-mère, Rosine, la pianiste, malade et trop âgée pour se rendre à Saint-Amand, y délègue sa fidèle gouvernante qu'elle a parée pour la circonstance de ses propres atours, les plus beaux. Le résultat dépasse ses espérances, puisque celle-ci, remarquée dans le train par le général Lalorre, se voit offrir un bras étoilé à l'arrivée en gare de Saint-Amand. Imaginons la surprise du lieutenant qui, venu au-devant de son général, le rencontre sur le quai ainsi accompagné. Situation alors insolite qui n'étonnerait plus personne aujourd'hui.

De nombreux parents et amis de la famille Gillet sont là, ainsi que des camarades de la promotion de Charles. Les fiancés ont choisi une église particulière ; non la petite chapelle privée de l'établissement thermal, pourtant chargée de récents souvenirs, mais trop exigüe pour accueillir tous les invités ; la cérémonie a lieu dans la petite église d'un hameau proche de l'établissement thermal, la Croisette, située à l'orée de la belle forêt de Saint-Amand-Wallers. Ce fut un superbe mariage. M. Gillet, le beau-père, « avait bien fait les choses », racontait-on. « Un mariage d'amour », murmurait-on. « Amour toujours », prédisait-on. On ne se trompait pas ! Le jeune couple s'installe à Lille. Le premier enfant, une fille, Odette, naît le 24 août 1911.

ÉCOLE DE GUERRE... ET GUERRE !

Ce n'est qu'à la fin de 1913, après plus de onze ans de grade de lieutenant, que Charles Delestraint obtient son troisième galon de capitaine, à l'ancienneté, malgré les excellentes notes attribuées par ses supérieurs¹. Reçu brillamment, en mars 1914, à l'École supérieure de guerre, il ne pourra pas intégrer avant la déclaration de la guerre. Ce sera pour lui un nouveau handicap. Tout au long des quatre prochains mois, le capitaine Delestraint va suivre des cours de diverses disciplines, des stages. Au cours de l'un de ceux-ci, en juillet, il est brusquement rappelé. Il lui est attribué un commande-

1. L'hypothèse émise page 14 peut se confirmer : la pratique religieuse de Charles Delestraint, qui ne la cachait nullement, a compromis son avancement à partir de 1902, lors du ministère Combes, et plus tard. Il était fort apprécié de ses supérieurs, dont certains, comme le général Exelmans, le signalaient au ministère comme « étant à la hauteur de toutes les missions » et stigmatisaient ce retard, que l'on devait « faire rattraper et pousser ». La captivité en Allemagne, pendant plus de quatre années, ne lui a pas permis ce rattrapage.

ment dans une unité de réserve. Le 31 juillet 1914, le capitaine Delestraint retrouve les chasseurs à pied. Il commande la 9^e compagnie du 58^e bataillon de chasseurs à pied¹.

Lorsque la guerre éclate, le 58^e BCP est envoyé dans les Ardennes. Pour le capitaine Delestraint, la guerre commence par une action d'éclat, le 25 août, par ce qui s'appelle une « surprise ». A la tête de sa compagnie, il a pour mission de reconnaître, à partir de la rive gauche, les abords de la Meuse, au nord de Charleville-Mézières, près de Fumay. Il s'aperçoit, depuis les hauteurs boisées qui recouvrent cette rive, que les Allemands attaquent depuis la rive droite de la Meuse². Ils commencent à la franchir. Adossée à ces collines de la rive gauche, la compagnie Delestraint, grossie d'éléments d'infanterie en retraite et rameutés, surprend les Saxons qui ont déjà traversé le fleuve. Les Allemands sont repoussés. Ils ne peuvent plus alors suivre les deux rives de la Meuse ni s'infiltrer, de ce fait, entre les IV^e et V^e armées. Une simple compagnie a pu interrompre la progression de toute une division. Mais, sous peine d'être encerclée, elle doit se replier par Le Mesnil en Belgique ; c'est alors que Delestraint rencontre le 1^{er} corps qui se replie sur Rocroi et qu'il fait un premier rapport, oral, de cette action aux généraux Pétain et Mangin. Le général Mangin s'en souviendra et le certifiera en 1919³. Cependant cette « surprise » ne sera connue des autorités militaires qu'après-guerre, puisque, le 30 août, la 9^e compagnie du 58^e BCP est faite prisonnière par la même division saxonne que le capitaine a attaquée à Fumay.

La première captivité en Allemagne

Envoyée vers le Nord pour couvrir la retraite de la division au cours d'une mission de sacrifice, la 9^e compagnie tombe dans une embuscade au Chesnoy-Auboncourt. Devant une unité trois fois supérieure en nombre, le capitaine Delestraint doit cesser le combat et se rendre pour épargner la vie de ses hommes. Il a été légèrement blessé au cours de l'engagement et soigné à l'ambulance allemande de Mazerny pendant quinze jours. Commence alors pour Charles

1. Le 58^e BCP, unité de réserve, fait partie de la 52^e division elle-même de réserve. C'est une division de la IV^e armée.

2. La IV^e armée avait entamé son offensive initiale les 22 et 23 août au nord de Charleville-Mézières, en entrant en Belgique, déjà envahie, mais elle a dû se replier le 24 sur la Meuse. Depuis Renwez, Delestraint et sa compagnie sont donc envoyés en avant en mission d'exploration.

3. Le général Mangin contribua fortement à la victoire de Verdun en 1916 et aux offensives décisives de 1918.

Delestraint sa première détention en Allemagne. Il est dirigé sur Ingolstadt en Bavière. Il y écrit le rapport du « coup de Fumay » qu'il ne pourra remettre aux autorités françaises qu'après-guerre. Il est transféré à l'Oflag de Plessemburg-Hohenback. Il dira plus tard que malgré son ardent désir de s'évader, il n'a jamais pu aller au-delà de tentatives. Pour meubler ses temps libres et tromper l'ennui, il étudie les langues étrangères : il se perfectionne en allemand et apprend l'anglais et le russe.

Il pourrait apparaître une certaine amertume chez cet homme de trente-cinq ans, plein de vigueur, qui a toujours préféré l'action et en a donné de multiples preuves. La foi l'aide assurément et la méditation lui permet de surmonter cette rancœur, mais non la frustration profonde de soldat mis sur la touche alors que l'ennemi envahit son pays. Ce « complexe du prisonnier » persistera bien après sa libération, en particulier lorsqu'il côtoiera ceux qui évoqueront leurs années de combat. Il a été privé de cette participation gratifiante à la défense de sa patrie ; privé aussi de la victoire, de cette joie que tous les combattants ont ressentie le jour de l'armistice. Il sait aussi au cours de sa captivité que son absence pèse aux siens, à sa femme et à sa fille.

C'est seulement le 3 décembre 1918 qu'il est officiellement libéré. Il rentre en France dès le lendemain et, pour son mois de congé, rejoint sa famille à Saint-Amand-les-Eaux, où son épouse s'est réfugiée auprès de ses parents, avec sa fille Odette âgée maintenant de sept ans. Elles ont connu l'occupation allemande, la proximité des combats.

LA CARRIÈRE

Pour Charles Delestraint, la véritable carrière commence à son retour de captivité. Détaché dès avril 1919 au GQG de l'Est à Chantilly, il est mis à la disposition du maréchal Pétain. Pour son action d'éclat de 1914, il reçoit la croix de guerre avec palme, et bientôt la croix de chevalier de la Légion d'honneur. De plus, il est promu chef de bataillon (commandant), le 28 juin. Le *Journal officiel* du 22 juillet 1919, avec un réel retard, stipule que « le capitaine Delestraint doit se présenter le 2 novembre à l'École de guerre ¹ ». En fait,

1. 40^e promotion de l'École de guerre : le commandant Delestraint, bien noté, « sérieux, réfléchi, intelligent ».

le « commandant » appartient à la 40^e promotion de l'Ecole supérieure de guerre, la première d'après-guerre.

Cours et stages se succèdent, à l'état-major, à Stenay où il suit des cours d'« artillerie spéciale »¹ qui auront pour lui une importance capitale, à Sedan pour la cavalerie, enfin à Versailles : « la section technique des chars ». C'est une révélation ! Désormais tout son intérêt se porte sur cette nouvelle arme. Le 7 décembre 1920, le commandant Delestraint, sortant de l'Ecole de guerre, obtient le brevet d'état-major. Son affectation au 2^e Bureau de l'état-major de l'armée (section des armées étrangères) depuis le 20 octobre 1920 est maintenue ; il y restera jusqu'en mai 1923.

Ses supérieurs lui reconnaissent « des qualités de conscience, de méthode et de perspicacité », qu'« il est d'une nature très sensible et très fine ». Ses connaissances en allemand, en anglais et en russe sont fort appréciées, d'autant plus qu'en dehors de son service, il traduit l'important ouvrage de von Klück, commandant la I^{re} armée allemande en 1914.

Sa carrière, qui s'annonce brillante, se réalisera dans les chars de combat.

LE CHAR DE COMBAT ET LE COMBAT POUR LE CHAR

Où en est le char de combat en 1923 ? Puisque Charles Delestraint se sent concerné personnellement par cette nouvelle arme, il va en assimiler toutes les possibilités. L'avenir de cette arme nouvelle, qui avait d'illustres appuis et parrains, s'annonçait prometteur. Un des mérites du général Pétain fut de croire dès 1916 à l'« artillerie spéciale »², c'est-à-dire aux « chars d'assaut » alors qu'ils n'étaient qu'à l'étude. Il laissa au général Estienne, « le père des chars », le soin de développer les possibilités offensives que ce nouvel engin pouvait révéler. La fameuse première attaque des chars français à Berry-aux-Bac, le 16 avril 1917, restera la date de référence de l'arme blindée.

« Les chars d'assaut ont bien mérité de la patrie », avait déclaré le maréchal Pétain le 30 juillet 1918, qui, plus tard, modifiera sensible-

1. Clin d'œil du hasard : l'arme des chars d'assaut portait, jusqu'au début des années vingt, la dénomination « d'artillerie spéciale », c'est-à-dire que ses initiales étaient... AS, de même que la future Armée secrète commandée par le général de chars, Charles Delestraint.

2. Général Jean Delmas, président de la commission française d'histoire militaire.

ment son opinion ! Néanmoins, dès après-guerre l'arme cuirassée s'est heurtée à de rudes oppositions. La cavalerie est la première arme à se sentir frustrée. Confortée par de réels soutiens à l'Etat-Major de l'armée (EMA), « après 1918, elle avait voulu conserver de nombreux régiments à cheval », remarque le général Jean Delmas, et constituait un obstacle réel à l'essor de la nouvelle arme.

Le char de combat est-il l'arme dissuasive recherchée ?

Tout changea lorsque le général Estienne fut nommé inspecteur général des chars de combat. C'est lui qui créa la direction d'études techniques. Dès 1921, il était persuadé que « l'armée française devait se doter d'un corps de combat blindé, servant de force d'intervention ». Et même après sa retraite et jusqu'en 1933, il insista sur l'importance du char et surtout du char lourd. Mais le B1, qu'il conçut en 1921, ne vit le jour comme prototype qu'en 1933. Ainsi s'engageait une lutte sans merci entre deux conceptions, entre deux époques : « La mécanisation de l'armée et l'emploi des chars ont donné lieu à une véritable querelle des anciens et des modernes... elle a opposé en sourdine, au sein de l'Etat-Major, une poignée de spécialistes au cénacle des généraux vainqueurs de 1918 », dit Crémieux-Brilhac¹.

Voici, établie par le général Woisard², la chronologie précise, étalée sur quelques années, de ce conflit feutré particulièrement lourd de conséquences :

— 1922 : le ministre de la Défense, André Maginot, affirme à l'Assemblée nationale que l'emploi des chars en formation est prématuré. Il y voit une arme offensive, contraire à la mission de la France. Il recherche la dissuasion ailleurs !

— 1925 à 1927 : le commandant, puis colonel Doumenc, disciple du général Estienne, en qui il voit « à certains égards un précurseur de De Gaulle », parle de la création de la division blindée à plusieurs reprises. Il propose en 1926 « un schéma de division blindée qui

1. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40*, t. 2, Paris, Gallimard, 1990, 716 p., p. 383.

2. Le général Woisard, président jusqu'à ces derniers mois de l'Union nationale de l'arme blindée-cavalerie-chars, a présenté une communication d'une haute compétence lors de la « Journée général Delestraint » au Sénat le 20 octobre 1993.

ressemble à celui que Guderian¹ mettra le premier en application »².

— 1931 : le Conseil supérieur de la guerre (CSG) confirme la primauté de l'emploi des chars en vue d'appuyer l'infanterie (effectivement ils sont rattachés à l'infanterie depuis 1930).

— 1932 : le général Bézu, inspecteur des chars, est favorable à un corps blindé. Il demande que la France mette deux milliards et demi dans la construction des chars, après avoir « enterré 20 milliards dans les fortifications ».

— 1934 : alors que le projet Estienne du char lourd date de 1921 — année de la sortie du livre de De Gaulle, *Vers l'Armée de métier* —, il n'est passé commande que de sept chars B1.

— 1935 : Paul Reynaud plaide pour l'armée de métier. Les partisans des divisions blindées auraient désiré que les grandes formations fussent davantage explicitées.

— 1936 : l'emploi tactique des grandes unités fait l'objet de la parution d'une instruction : il n'y est question que du soutien de l'infanterie. Le CSG rejette le projet Gamelin d'un grand corps blindé. Cependant, en juin, grâce au général Hering, une orientation vers la création de divisions à base de chars s'amorce. La décision ne sera prise qu'en 1938, bien que l'appui de l'infanterie par bataillons classiques de chars soit maintenu jusqu'en 1940.

— 1937 : création de la première DLM (division légère motorisée).

— 1939 : le maréchal Pétain écrit la préface du livre du général Chauvineau, dont il sera question plus loin.

Les événements détaillés dans cette chronologie succincte, Delestrait les a vécus ; il en a connu les espérances et les déceptions. Avant même de quitter l'École supérieure de guerre, il est convaincu de l'avenir des chars. Au début de 1923, le commandant Delestrait demande à être versé dans les chars de combat. Sa demande est immédiatement acceptée ; il suit les cours de la division d'instruction du Centre d'études des chars de combat de Versailles. Le

1. Dans une revue militaire allemande (*Militärwissenschaftliche Rundschau*), dès 1936, le colonel Guderian publia une étude technique sur les divisions motorisées, qu'il reprit bientôt dans son livre : *Achtung Panzer !* Devenu général, il s'inspira des livres de De Gaulle, prônant l'emploi des divisions blindées (Panzers), en qui il voyait l'arme offensive « pénétrant profondément au cœur du pays ennemi ».

2. Extraits des « Papiers secrets du général Doumenc », de François Delpla, mis gracieusement à la disposition de l'auteur par le général Woisard.

général de Riancourt commande le Centre, où l'on peut rencontrer le général Estienne, qui multiplie les contacts, les conférences, au cours desquelles il développe ses points de vue fondamentaux. Séduit par l'ouverture d'esprit et l'imagination de ce chef d'exception, le commandant Delestraint s'imprègne des données de la nouvelle arme. Il partage l'enthousiasme positif et lucide de celui que certains appellent le « grand visonnaire », et adhère totalement à l'option « char ».

Pour Delestraint, le temps de commandement est enfin arrivé. Il est affecté au 517^e RCC, à l'Armée française du Rhin, en occupation en Allemagne. Il part début octobre 1923 commander le bataillon détaché à Mülheim. Sa famille le rejoindra et s'installera à Düren. Sa seconde fille, Bibiane-Noëlla, y naîtra. Il y reste deux ans avant de rejoindre la section technique des chars, incluse au Centre technique de Versailles. Dès 1926, un amer constat s'impose : l'idée du « père des chars », la création d'un corps blindé, a reçu une fin de non-recevoir en des termes qui resteront constants depuis Maginot et jusqu'en 1939 : « L'emploi de grandes unités de chars semble aujourd'hui prématuré. » Il partage la déception du général Estienne.

En mars 1927, le chef de bataillon Delestraint est nommé commandant en second de l'Ecole d'application des chars de combat, rue Royale à Versailles. Il est donc l'adjoint du commandant de l'Ecole, le colonel Frère, qui, dès le premier contact, appréciera beaucoup ce « collaborateur précieux, à l'esprit élevé, à la tenue irréprochable, à l'attitude très militaire, qui connaît à fond toutes les questions techniques et tactiques touchant les chars ». Ces deux chefs se retrouveront souvent, que ce soit lors de la bataille de la Somme en 1940, ou lors de leur détention à Fresnes, au tribunal militaire allemand, enfin au Struthof¹.

Raymonde Delestraint et sa fille aînée aiment cette vie à Versailles, jalonnée de fêtes familiales. Ainsi la promotion de Charles au grade de lieutenant-colonel parvient le jour de Noël 1927. Son épouse en profite pour organiser une fête improvisée, mémorable. Cette période de commandement en second reste privilégiée. Charles Delestraint aime le contact avec les jeunes officiers et sous-officiers dont il a la charge. Comme l'écrira plus tard le général Malaguti : « Au contact permanent des jeunes officiers, qu'il aime tant et qui seront toujours sa jeunesse, il mûrit ses idées sur l'emploi

1. Voir illustration hors texte, le colonel Frère et son adjoint, le lieutenant-colonel Delestraint.

des blindés en pleine communion de pensée avec de Gaulle et il commence à essayer de les répandre, mais il se heurte à l'inertie intellectuelle et aux routines. »

Le colonel Frère constate que son adjoint est convaincu de la nécessité de créer une grande formation blindée, qu'il milite pour cet emploi du char B1. Cet esprit de lutte n'est pas pour lui déplaire. Avoir un tel enseignant à l'Ecole d'application est un atout précieux. Il demande que Delestraint soit maintenu à ce poste. Mais il n'est pas le seul à l'apprécier. En ce mois de mars 1930, l'inspecteur général des chars, le général Bézu, qui partage les mêmes idées entend lui aussi s'attacher ce brillant lieutenant-colonel. Un mois plus tard, c'est chose faite. Entre autres missions, en 1931, le général Bezu lui demande de convaincre le directeur de l'infanterie de l'époque, le général Matter, de l'intérêt d'adopter et de généraliser le nouvel et puissant engin lourd, le char B1, pour acquérir une supériorité immédiate de manœuvre sur toutes les autres armées. Delestraint met toute sa fougue à emporter l'adhésion du général, mais la réponse de son interlocuteur n'admet aucune réplique : « Le char B1 ne m'intéresse pas ; ce n'est pas un char d'accompagnement d'infanterie. » Pour les tenants de la routine, en effet, le char ne peut être utile qu'en servant l'infanterie, en l'accompagnant par petites unités, et non en la précédant, en ouvrant largement la voie par de grandes unités¹. Pour eux, pas de doute : le char lourd B1 est donc inutile.

Vannes

En avril 1932 le voilà commandant du 505^e RCC de Vannes. Le moment est venu d'exercer un temps de commandement et le régiment a besoin d'être repris en main, « après une succession trop fréquente de chefs de corps ». Delestraint remplit pleinement cette mission et de plus il conquiert l'estime de ses hommes. Il est bientôt promu colonel. Ecoutons une fois encore ce que dira après-guerre le général Malaguti : « Il faut avoir vu le salut au drapeau du colonel Delestraint devant son 505^e RCC à Vannes, [...] son garde-à-vous était l'offrande de sa vie à sa patrie. » Le général Cabotte, qui commande

1. Le général de Witasse donne cette précision : « Cela est compréhensible dans une ambiance de politique défensive systématique (ligne Maginot) ; le char accompagnant l'infanterie permet de neutraliser les armes automatiques qui la stoppent. Seul, en effet, il peut livrer "un obus intelligent", alors que l'artillerie livre "un obus aveugle". Nous vivions alors sur les enseignements de la guerre de 14-18. »

la 4^e brigade dont dépend le 505^e, suggère de maintenir le colonel Delestraint au commandement de ce régiment jusqu'au moment où il sera proposé au commandement d'une brigade. Delestraint le souhaite. Il restera colonel du 505^e quatre années, et saura se faire apprécier de tous. Il est maintenant connu comme étant un des meilleurs spécialistes du char. Aussi préside-t-il la commission d'expérimentation du « D1 », le seul un peu moderne en service en 1934, qui n'équipe que trois bataillons de l'armée française. Le colonel est remarquablement noté par ses supérieurs, à une exception près...

Le général Herlaut commandant la 4^e brigade de chars, dont il dépend, va bientôt partir à la retraite. Il n'apprécie guère que le colonel Delestraint exerce son influence sur certains officiers ou généraux. Lors des manœuvres de Coëtquidan de mai à juillet 1933, le colonel n'a-t-il pas démontré, avec passion, sur le terrain, ce que l'on pouvait attendre de l'arme cuirassée, emportant la sympathie de ses subordonnés comme de ses supérieurs ? Le général Herlaut, vraisemblablement adepte de l'emploi exclusif du char comme appui de l'infanterie, prend ombrage de cette renommée naissante qui contrarie ses convictions. Par les notes attribuées en septembre 1935¹, il trouve un faux prétexte pour juger sévèrement les méthodes de commandement de Delestraint. Il lui reproche, sans preuve, de commander de trop haut, de s'éloigner du règlement dans l'organisation de l'instruction. Et il est vrai que le colonel expose à ses subordonnés une conception contraire à la théorie officielle. Le général Herlaut ne sera d'ailleurs pas suivi par la hiérarchie. D'autres généraux, et pas des moindres, corrigent ces appréciations sévères. D'abord le général Lefort, commandant la région², dans sa

1. Notes du général Herlaut, commandant la 4^e brigade de chars, sur le colonel Delestraint, septembre 1935 : « ... A tendance à commander de trop haut et ne s'occupe pas assez des détails du service, en particulier de l'amélioration du bien-être des chasseurs. Dans la direction de l'instruction des cadres inférieurs et de la troupe, a appliqué des méthodes qui lui étaient personnelles, mais, encore que ce soit dans un excellent but, non conformes aux prescriptions réglementaires, ce qui a obligé le général commandant la XI^e région et moi-même à intervenir. A de grandes qualités, et quoique très jeune de caractère [*sic*] peut être appelé à un commandement supérieur par intérim. » Signé général Herlaut, septembre 1935. Très jeune de caractère ! C'était bien mal le connaître...

2. Déjà, en janvier 1935, le général Lefort, commandant la région, a refusé de transmettre au ministre une proposition du général commandant la brigade intéressant Delestraint, relative à l'instruction d'un régiment de chars (mixte : types D1 et FT). Cette proposition précisait : « Le commandant du 505^e doit organiser l'instruction conformément aux prescriptions

réponse, défend le colonel Delestraint : « S'il s'est écarté du règlement c'est en cherchant le mieux, on ne saurait lui en tenir trop grande rigueur. » Et surtout, le général Dufieux, membre du Conseil supérieur de la guerre, réagit en novembre 1935. Il voit en Delestraint le « brillant officier supérieur, réussissant aussi bien dans la troupe qu'à l'Etat-Major, quoi qu'en dise le commandant de la 4^e brigade...¹ ».

Ces généraux sont en effet intéressés par les prises de position du colonel du 505^e RCC, qui n'hésite pas parfois à s'écarter du règlement pour démontrer ce dont il est convaincu et ils pensent que cette personnalité de forte trempe mérite d'être « poussé aux étoiles »². Charles Delestraint sera en effet bientôt propulsé dans l'orbite des généraux.

La famille Delestraint habite à Vannes, rue de la Loi, une maison dans une grande propriété, fort agréable. Les années passées à Vannes restent celles des meilleurs souvenirs avant la tempête. Celles d'une époque merveilleuse pour les deux filles, mais aussi pour leur mère. Raymonde Delestraint, après avoir connu la difficile période de la captivité de Charles et la proximité de certaines garnisons, trouve ici une vie plus facile. Elle aime recevoir et ne se prive pas de cette joie. Charles Delestraint, certes, a toujours été sévère pour ses filles. Odette a passé l'âge des remontrances. Mais il lui arrive de s'emporter contre Bibiane, qui s'en est toujours souvenue. Il veut des résultats scolaires comme il l'aurait exigé des garçons qu'il a désirés mais n'a jamais eus. Mme Delestraint sait atténuer et modérer d'un sourire l'emportement de son mari.

Un jeune magistrat, Pierre Dupont, fait la connaissance de la fille

ministérielles en vigueur » (document aimablement transmis par le général Woisard).

1. Relevés de notes concernant le colonel Delestraint : 1. Notes du général Lefort sur le colonel Delestraint : « Je ne partage pas la manière de voir du général commandant la 4^e brigade de chars. J'ai parfaitement apprécié la manière de commander du colonel Delestraint. Je ne lui ai pas ménagé ni mes encouragements, ni mes critiques et le considère, dans l'ensemble, comme un excellent Chef de Corps, à pousser le plus tôt possible. » Nantes, le 20 octobre 1935. Signé : général Lefort (SHAT). 2. Notes du général Dufieux, membre du CSG, sur le colonel Delestraint : « Brillant officier supérieur, réussissant aussi bien dans la troupe que dans l'EM quoi qu'en dise le commandant de la 4^e brigade de chars. Intelligent, actif, connaissant bien la tactique des chars modernes. Doit être poussé aux étoiles sans tarder. Très appuyé. » Paris, le 9 novembre 1935. Signé : général Dufieux.

2. Voir note précédente.

aînée des Delestraint, Odette. Il demande bientôt sa main au colonel. Le mariage civil a lieu à la mairie de Vannes, le 6 février 1934, devant le maire de Vannes. Le mariage religieux est célébré le lendemain à Saint-Paterne par Mgr Trethon, évêque de Vannes. Ce bonheur est assombri par l'annonce des événements de Paris, ce même 6 février. Au-delà des vingt-trois victimes, les manifestations résonnent comme un coup de semonce pour le régime. Une période critique commence. Mais aurait-on pu imaginer à Vannes en ce jour de joie que dix ans plus tard, le maire de Vannes serait déporté, l'évêque fusillé par les Allemands, le père de la mariée déporté lui aussi et bientôt assassiné en camp de concentration ? Pour l'heure, la vie reprend son cours. Charles Delestraint et Raymonde auront bientôt, en 1935, la joie d'avoir un petit-fils, Pierre-Carl Dupont.

Metz...

Les événements pourtant s'accélèrent. Hitler a pris le pouvoir en janvier 1933. Le 7 mars 1936, en violation du traité de Versailles, le Führer fait occuper la Rhénanie. La protestation du gouvernement français reste platonique, alors qu'une intervention limitée aurait sans doute fait reculer la guerre. Delestraint et de Gaulle, chacun de son côté, sans se connaître réellement, sont inquiets. Ils croient fermement que la ligne Maginot n'est qu'une bien fragile ligne de défense devant l'agressivité nazie ; sans qu'il soit question de solution absolue, le char B1 pourrait être l'arme dissuasive, crédible. Tous deux ont l'espoir qu'il n'est pas encore trop tard. Il faut convaincre avant que n'éclate l'orage, alors qu'à l'Est les nuages continuent à s'amonceler.

Printemps 1936 : la 3^e brigade de chars est en voie de constitution à Metz. Le colonel Delestraint, pressenti, en prend le commandement. Elle comprend trois régiments de chars de combat : le 507^e à Montigny-lès-Metz, le 511^e à Verdun, le 512^e à Châlons-sur-Marne. La 3^e brigade participe aux manœuvres du camp de Suippes, dans la Marne, dès l'été 1936. Delestraint profite de l'occasion pour présenter un rapport sur l'emploi des chars : loin de rester en soutien de l'infanterie par bataillons éparpillés, ils interviennent en formations, en grandes unités. Il espère profiter de son audience. Les relations avec le général Giraud, son ancien camarade de la promotion Bourbaki, sont bonnes, cordiales, bien que celui-ci s'en tienne aux théories officielles qui subordonnent le char à l'infanterie, voire à l'artillerie. A la suite des manœuvres de Suippes, le général Giraud est cependant intéressé par le rapport de Delestraint ; et s'étonne du

reste que la promotion de son camarade au grade de général de brigade ne soit pas encore intervenue.

Où en est alors le char B1 ? Conçu en 1932, il a été commandé à sept exemplaires en 1934. Trois seulement sont sortis des usines en 1935, lorsque les révélations sur le programme allemand permettent au général Velpy, inspecteur des chars, d'alerter le Conseil supérieur de la guerre (CSG) et d'insister afin que le B1bis soit fabriqué en série. Des B1, il en sortira toutefois assez pour en équiper une compagnie en 1937 ! Mais qu'en fera l'armée ? Des divisions, de simples bataillons d'accompagnement ? Le général Catroux, commandant le corps d'armée de Nancy, s'enquit en 1937, auprès de l'Etat-Major, de la théorie d'emploi de ces engins impressionnants. « Aucune, lui répondit-on, ces chars ne servent pratiquement à rien ; ils n'existent que pour satisfaire l'opinion publique et un certain courant d'idées dans l'armée ¹. » A tel point que « faute d'un règlement d'emploi », seule une notice provisoire de cet engin sera à la disposition des unités de chars de combat. D'ailleurs, éditée fin 1938, quelque temps avant que le CSG ne décide enfin la création de deux DCR (division cuirassée de réserve générale), elle ne sera diffusée qu'en 1940 lors de la mise en application de ce programme ².

CHARLES DELESTRAINT, GÉNÉRAL

Charles Delestraint est nommé général de brigade le 23 décembre 1936. Ces années de commandement à Metz coïncident avec les événements internationaux qui vont précéder la guerre, mais aussi avec ceux qui, en France, concernent au plus haut point le char et son emploi. En septembre 1937, il voit arriver à la tête du 507^e RCC le lieutenant-colonel de Gaulle, promu colonel en fin d'année. Delestraint connaît son livre paru en 1934, *Vers l'armée de métier* (Paris, Berger-Levrault, 1934. 230 p.), vendu en France à 300 exemplaires et à plusieurs milliers en Allemagne. C'est l'époque, entre 1935 et 1939, où les théories des de Gaulle, des Doumenc, des Delestraint se heurtent à celles des grands noms de l'Etat-Major de l'armée

1. Jean Lacouture, *Charles de Gaulle*, t. 1, *Le Rebelle*, Paris, Seuil, 1984, 838 p., p. 262. La citation que reprend Jean Lacouture provient du livre de Georges Buis, *Les Fanfares perdues*, Paris, Seuil, 1975, p. 38.

2. Colonel Saint-Martin, dans le travail préliminaire de sa thèse de doctorat, travail présenté au colloque sur l'arme blindée le 26 novembre 1992, au Sénat.

(EMA) et bientôt du plus grand, le maréchal Pétain. La doctrine de l'emploi du char B1 en grandes formations existe, mais n'est pas officielle. Très rares sont les hauts responsables qui y croient. Le haut commandement se réfère encore à la guerre de 14-18. Et d'abord le maréchal Pétain.

A quatre-vingt-trois ans, il reste une autorité militaire aussi respectée qu'influente. Or, il s'oppose aux idées que de Gaulle a développées, et s'en tient jusqu'en 1940, en tant que membre à vie du CSG, à toute doctrine défensive. Pour lui, le char ne peut être qu'offensif, donc à rejeter. Il a appuyé la création de la ligne Maginot et sa préface au livre du général Chauvineau, *Une invasion est-elle encore possible ?*, est sans équivoque : « Les grandes unités cuirassées appartiennent au domaine du rêve¹. » Quant au général Chauvineau, ancien professeur à l'École de guerre, il n'est pas moins catégorique : « Juif errant obligé de marcher sans arrêt, le char ne saurait être un engin redoutable. »

Devant cette conjonction, comment penser que la majorité des députés, en février 1937, puisse revenir sur le rejet formulé en mars 1935 et s'opposer ainsi à l'Etat-Major ? Quand Paul Reynaud présente le projet de De Gaulle à la chambre, Daladier, résolument hostile, n'eut aucun mal à faire enterrer la division cuirassée. Seuls cent vingt-quatre députés voteront pour sa création. Les manœuvres de l'automne 1937, au camp de Sissonne, avaient démontré combien Delestraint avait raison dans sa théorie. Le 20 novembre suivant, le général Giraud, sans être lui-même convaincu, a relaté loyalement que « le général de brigade a dirigé les expériences de Sissonne avec autant de bienveillance [*sic*] que de fermeté et a permis d'établir les bases d'une doctrine dont les unités cuirassées ont le plus grand besoin ». Le général Delestraint connaît l'opposition du Maréchal. Cela ne l'empêche pas de saisir l'occasion privilégiée, au cours de manœuvres, de présenter les théories de l'emploi du char, du char lourd. Au camp de Mourmelon, en 1938, il expose devant le maréchal polonais Rydz-Smigly les avantages de l'engagement de la division cuirassée, non fractionnée, et ne se prive pas de citer le théoricien, le colonel de Gaulle, son subordonné, et bientôt son ami. D'ailleurs, Delestraint apprend à le connaître. Les contacts se font

1. Crémieux-Brilhac, *op. cit.*, p. 388. Il est question du livre du général Chauvineau, *Une invasion est-elle encore possible ?*, Berger-Levrault, 1939. « Dans un contexte d'action militaire uniquement défensive (ligne Maginot), le char lourd et les DCR peuvent apparaître en effet comme irréalistes » (remarque du général de Witasse).

de plus en plus fréquents, au cours des dix-huit mois qu'ils passeront ensemble. Ces deux hommes, passionnés par leurs conceptions de l'arme blindée, ont rapidement constaté qu'elles coïncident. En conséquence, ils coopèrent étroitement afin d'en affiner la théorie, et d'en rendre applicable la pratique. Chaque jour, racontera le général Delestraint à son fidèle Perrette¹, le colonel de Gaulle lui téléphone puis vient discuter avec lui de problèmes relatifs à la doctrine de l'emploi des chars. Rapidement, leurs conversations s'ouvrent à d'autres sujets que leur habitude de la réflexion ou de la méditation inspire. De cette période naissent une estime et une confiance réciproques qui grandiront avec le temps. « L'alliance ne cessa de s'approfondir », dira Lacouture. Lorsqu'ils seront séparés par la distance en 1940, leurs réactions iront dans le même sens, leur refus de l'armistice sera identique, leur certitude en la victoire finale sera aussi inébranlable².

Durant ce séjour messin, de juin 1936 à mars 1939, les Delestraint résident dans une villa, rue de Londres. Chaque matin, le général se rend à pied à Notre-Dame où il entend la messe, puis il s'en retourne à son domicile où un chauffeur militaire vient le chercher pour l'emmener à l'Etat-Major. Souvent, la voiture fait un détour pour déposer Bibiane à son collège. Elle se souviendra que le climat austère de la vie à Metz était bien différent de l'atmosphère détendue, joyeuse de Vannes. Heureusement, il y a les fréquents séjours du jeune ménage Dupont avec leur petit Pierre-Carl, qui fait la joie de son grand-père.

Une ambiance mondaine, au sens étroit du terme, et même un peu compassée (« pas drôle », se souvient Mme Tourtel-Delestraint !) fige les liens entre les familles d'officiers en un cérémonial organisé selon la hiérarchie, dominée par le général Giraud, véritable proconsul qui inspire à tous le respect. Les dames ont « leur jour » de réception. Elles reçoivent les épouses des officiers supérieurs de la garnison, lesquels les rejoignent en fin d'après-midi, généralement dans l'ordre inverse de leur grade ou de leurs fonctions. Parmi ceux-ci, on y rencontre des figures appelées à la célébrité : le général Giraud bien sûr, qui arrive après tous les autres, les colonels de Lattre de Tassigny et de Gaulle, commandant respectivement les 152^e RI et 507^e RCC.

1. Jean-François Perrette, *Le Général Delestraint*, op. cit., p. 65.

2. La phrase qui ouvre la célèbre lettre du général de Gaulle à son ancien supérieur, en octobre 1942, prend alors tout son sens : « Mon Général, on m'a parlé de vous... J'en étais sûr ! »

Le 12 mars 1939, Charles Delestraint atteint ses soixante ans. Il entre au cadre de réserve. Il n'est que général de brigade, car de nombreuses circonstances ont retardé son avancement : sa pratique religieuse en ce début de siècle n'est pas un atout, et Charles Delestraint n'est pas homme à transiger avec sa conscience ; la captivité de plus de quatre années au cours de la guerre 14-18 ; ses conceptions sur la division cuirassée contraire à celle du haut commandement ; sa prise de position en faveur du colonel de Gaulle, affirmée devant tant d'officiers supérieurs. Lui le spécialiste du char, aux conceptions hardies et rigoureuses, précieuses à la veille d'un conflit que l'on pressent, aurait pu être « poussé » par le haut commandement, comme plusieurs de ses supérieurs le proposaient. Il n'en a rien été, au contraire. Si, quelques mois avant son départ, le général Giraud, son supérieur, déclare « regretter dans l'intérêt de l'armée et des chars d'assaut que la limite d'âge l'atteigne », il tient cependant à faire apparaître que la doctrine du Conseil supérieur de la guerre est la seule valable. Il faut, écrit-il ce même 12 octobre 1938, « demander à une arme ce qu'elle peut donner, dans le cadre des décisions du commandement, et les contingences de la bataille moderne ». Et l'ancien camarade de Delestraint ne cessera d'ailleurs d'affirmer que le char doit toujours rester lié à l'infanterie.

Ainsi, bien que remarquablement noté, Charles Delestraint, le juste, le passionné, l'engagé, desservi auprès de la hiérarchie par les causes qu'il a épousées et qu'il défend, arrive à l'âge de la retraite, à la veille de la guerre, sans avoir vu changer à temps l'esprit des hauts responsables de l'armée française sur des notions essentielles, déjà adoptées par l'adversaire de demain. « Quoi qu'il en soit, de 1937 à 1939, le général de chars, le praticien, le technicien, le tacticien, c'est Delestraint. Il est connu de tous les officiers et sous-officiers des chars. Il sert sans interruption depuis juin 1923. Il est le seul général qui est arrivé à la guerre de 39 ayant commandé un bataillon, puis un régiment, puis une brigade de chars... », affirme justement le général Woisard¹.

Le 12 mars 1939, Charles Delestraint quitte Metz et la vie militaire pour prendre en charge la direction de l'établissement thermal de Saint-Amand-les-Eaux, M. Gillet, son beau-père, étant décédé en

1. Intervention du général Woisard au colloque du 20 octobre 1993 au Sénat (salle Clemenceau).

juin 1930. Il pense avoir terminé sa carrière comme général de brigade, sans avoir pu se faire entendre. Pourtant, même si sa nouvelle fonction n'éveille pas en lui la passion qu'il a pu ressentir pendant ces seize dernières années pour le char de combat, il forme déjà un grand projet : cette source du Clos de l'Abbaye, il veut en restaurer l'exploitation. Mais il n'aura pas le temps de mener à bien son dessein. Six mois plus tard, le 1^{er} septembre, il est rappelé sous les drapeaux. Et cette fois, il va devoir embrasser une cause à laquelle il se livrera sans restriction et qui le prendra jusqu'à la mort.

LA CAMPAGNE DE FRANCE

Le 3 septembre 1939, en vertu de leurs engagements, la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne. Le général inspecteur des chars Keller a nommé en septembre 1939 Charles Delestraint au commandement des réserves des chars, avec mission de « hâter la fabrication et l'organisation des engins en nouvelles unités ». A partir d'octobre 1939, le rythme de sortie du char B1bis sera de vingt par mois. Le général Delestraint met à profit le répit de la « drôle de guerre » pour se rendre aussi bien dans les usines qu'auprès des trois DCR en formation : la 1^{re} DCR près de Châlons-sur-Marne au camp de Suippes, la 2^e DCR entre Châlons et Sainte-Menehould, la 3^e DCR autour de Mourmelon. D'ailleurs, lors de manœuvres, il ne cesse d'insister sur l'emploi des chars en grandes formations, combiné avec l'aviation.

Quelques semaines avant l'offensive allemande de mai, au cours d'une manœuvre au camp de Satory, il expose sa théorie devant de nombreux officiers supérieurs. A la Libération, un journaliste de *La Croix du Nord* (16 septembre 1945) affirmera qu'était alors présent un général « très étoilé qu'il vaut mieux ne pas nommer » : dès que Delestraint eut terminé, il reprit alors la parole pour s'adresser à l'aréopage : « A présent, messieurs, redescendons des nuages ! »

Revenons à septembre 1939. On forme, à partir des régiments de chars existants, un certain nombre de bataillons. Néanmoins, le 16 janvier 1940, le général commandant en chef les forces terrestres signe les notes 53 et 54 FT qui créent les deux premières DCR, provenant des 1^{re} et 2^e brigades nées à la mobilisation. Pour la coordination de leur action, et, dans l'immédiat, pour leur organisation et leur instruction, on met sur pied ce même jour un groupement cuirassé comprenant ces deux divisions : il est placé sous le commandement du général Keller, inspecteur des chars, qui

aura pour adjoint jusqu'au 21 mai le général Delestraint. Le 20 mars 1940, ordre est donné au général Keller et au général Delestraint de constituer la 3^e DCR¹.

Le 15 mai, donc en pleine offensive allemande, le haut commandement décide la création de la 4^e DCR, dont l'organisation est confiée au colonel de Gaulle. « Elle sera constituée d'un ramassis d'éléments dispersés... » Et il est déjà trop tard, car le 10 mai, les Panzers sont passés à l'attaque. « On ne rattrape pas en temps de guerre le retard de pensée du temps de paix² » ; d'autant que le haut commandement perd l'occasion de se ressaisir. Ainsi, le 14 mai, la 3^e DCR (Brocard) rassemblée au nord de Tannay est prête à contre-attaquer sur le flanc de Guderian. Dans l'après-midi, arrive un contreordre qui arrache au commandant Malaguti (41^e BCC) cette confiance déabusée : « Cornet, nous venons de laisser passer une occasion historique. Je connais les Allemands ; jamais plus elle ne se représentera. » Ce ne sera, hélas, que trop vrai³ ! Dès les premiers jours, la 1^{re} DCR est anéantie près de Charleroi. Le 14 mai, le groupement est affecté au groupe d'armées n° 1. Aussi, le 15 mai, le général Billotte, commandant le Groupe d'armées Nord, envoie le général Delestraint rameuter les restes de la 1^{re} DCR. Celui-ci ne pourra que constater le désastre : l'anéantissement quasi total de la plus belle unité cuirassée française. La 2^e DCR, elle, est appelée le 13 mai à rejoindre la 1^{re} armée par trains, le jour même où l'ennemi franchit la Meuse vers Sedan. Attaquée par les Stukas, elle est déroutée en plein voyage vers le sud. Elle ne peut se regrouper que huit jours plus tard, le 22 mai, en forêt de Compiègne. En dépit de cette situation, « ses éléments, livrés à la seule initiative de leurs chefs, accomplirent des prodiges⁴ ».

Le général Delestraint a reçu pour mission de remplacer le général Bruché, commandant la 2^e DCR, disparu dans la nuit du 13 au 14 mai. Le commandant Perrette raconte sa première prise de contact avec son nouveau chef : « On ne voit que lui, on n'entend que lui, ses questions m'arrivèrent, nettes, pertinentes, tous ses propos

1. La 1^{re} DCR est commandée par le général Bruneau. La 2^e DCR, par le général Bruché et la 3^e par le général Brocard. Ce seront les trois B lors du 10 mai.

2. Cette citation du général allemand von Bernhard est rapportée par le colonel Saint-Martin dans sa thèse de doctorat d'histoire militaire sur l'arme blindée.

3. Témoignage du général de Witasse, alors lieutenant au 41^e BCC.

4. Pierre Voisin, *Ceux des chars (45 jours, 45 nuits)*, Lyon-Paris, Editions Archat, 1941, 180 p.

étaient clairs, reflétant une analyse prompte et lucide. Le général Delestraint me donnait ce soir-là, pour la première fois, le véritable aperçu de sa mesure ! » Dès que le colonel de Gaulle prend en charge la formation et le commandement de la 4^e DCR, le général Delestraint reste en contact avec lui. Notamment lors de la contre-offensive de Montcornet qui parvient à menacer la 1^{re} Panzer, jusqu'au moment où la 10^e Panzer réussit à la dégager. Le repli s'effectue sur Laon où, désormais, le général Delestraint est commandant de fait des 2^e et 4^e divisions. C'est le 24 mai qu'il reçoit cette charge « à titre provisoire » ; le 2 juin, il est confirmé dans sa fonction. Que l'officialisation du « Commandement du groupement cuirassé des 2^e et 4^e DCR », ou ce qu'il en reste, ait connu un décalage de plus d'une semaine, rien d'étonnant au cours de ces jours de désarroi.

Le carnet d'ordres du commandant Malaguti, chef du 3^e bureau de ce groupement cuirassé au cours de ce mois de juin, reflète la volonté du général Delestraint de regrouper les éléments des 2^e et 4^e DCR en vue de poursuivre un combat d'arrière-garde. Au cours de la retraite sur des zones fixées par lui, il prévoit toujours la contre-attaque, la défense de Paris qu'il fait contourner par le nord lorsque la capitale est déclarée « ville ouverte ». Le 27 mai, ordre est donné à la 4^e DCR de réduire la tête de pont d'Abbeville. La suggestion de Delestraint de faire de même avec celle d'Amiens est refusée par le haut commandement qui enlève le 19^e BCC à la 4^e DCR et ordonne en outre que la 2^e DCR soit jetée dans la bataille quelques jours après la 4^e, c'est-à-dire le 4 juin.

Le 3 juin, le général Delestraint apprend que la 1^{re} DCR est en voie de reconstitution à Senlis. Mais il n'a pas encore la possibilité de la mettre en action pour l'offensive qu'il projette avec de Gaulle. Il insiste auprès du général d'Astier pour obtenir un appui aérien en bombardiers et chasseurs pour réduire la tête de pont. Le 4 juin, la 4^e DCR y est presque parvenue, mais comme la 2^e n'interviendra qu'ensuite, les pertes sont importantes et les résultats incomplets. Les monts Caubert, aux portes d'Abbeville, sont atteints, mais dès le milieu de cette journée du 4 juin, le général doit se rendre à l'évidence : les moyens en chars sont insuffisants et il est inutile d'insister¹. Dans son rapport, le général Delestraint marquera bien

1. Dans le carnet de notes du futur général Malaguti, alors commandant, chef du 3^e bureau du 1^{er} groupement cuirassé, on trouve l'annotation du général Delestraint à la date du 4 juin à 11 h 30. Il convient de la rapporter ici : « PC 2^e DCR. 4 juin 11 h 30. Les résultats de l'attaque de ce matin peuvent se concrétiser ainsi : *A droite*, la 2^e DCR a atteint les objec-

les responsabilités et les raisons de cet échec : « Il est incontestable que si, au lieu de dépenser les deux divisions cuirassées l'une après l'autre, à plusieurs jours d'intervalle, et sous un commandement différent, on les avait employées simultanément les 29 et 30 mai, la poche d'Abbeville aurait été réduite avec un minimum de frais¹. »

Ce même 4 juin à 19 heures, il apprend que la 1^{re} DCR, à peine reconstituée, est placée sous ses ordres, mais qu'elle lui sera enlevée, que « le regroupement de la 2^e DCR [doit se réaliser] à l'ouest d'Auneuil (Oise) sous 48 heures », et qu'aucun char ne viendra plus renforcer le groupement : « Il faut tenir avec ce que nous avons ! Eh bien, nous tiendrons². » Le 6 juin à l'aube, le général Delestraint téléphone à Charles de Gaulle, fort étonné, pour lui apprendre la nouvelle qu'il vient d'entendre à la TSF : de Gaulle est appelé au gouvernement. Etant donné ce départ, la 4^e DCR se dirige vers Marseille-en-Beauvaisis, Grandvilliers. Car, au même moment, l'offensive allemande de la Somme bouscule les défenses françaises. Le groupement des 2^e et 4^e DCR, qui agit sous la direction du général Frère, commandant de la 7^e armée, entame un combat d'arrière-garde. Le 6 juin, le général Delestraint se fixe une ligne de défense à 34 km au nord de Beauvais (Conty, Ailly, Moreuil), mais la division d'infanterie du général Grandsard, qui devait s'aligner sur la 7^e armée, n'en aura pas le temps, la 24^e DI étant sérieusement attaquée à Essertaux. Après l'affaire d'Abbeville, la 2^e DCR a dû se regrouper à l'ouest d'Auneuil, tandis que la 1^{re} DCR, qui est en cours de regroupement au nord-ouest de Compiègne, serait prête à agir. Le groupement Delestraint intervient au nord de Beauvais, mais, sans soutien, il doit se replier pour éviter l'encerclement. Le 8 juin, les 2^e et 4^e DCR contournent Paris par le nord et le jour suivant Delestraint demande au général commandant le 25^e corps d'armée dont il dépend de libérer ses deux divisions pour permettre aux éléments isolés, et non utilisables ainsi, de la 4^e DCR, de se regrouper dans la

tifs, mais a dû se replier sur l'objectif 01 qu'elle occupe. *Au centre*, la 31^e DI, après une progression pénible, a été ramenée par des contre-attaques sur sa base de départ. *A gauche*, pas de nouvelles. Mon opinion est qu'il est inutile d'insister sur l'opération en cours ; les moyens en chars sont insuffisants. *A la 2^e DCR* : 6 chars B, 12 chars H disponibles. *A la 31^e DI* : l'infanterie est dégonflée. Si l'on veut remonter une affaire, il faut du temps et des moyens. » Signé : Delestraint.

1. Phrase extraite du rapport du général Delestraint, intitulé : « Nos chars de combat, pendant le drame de mai-juin 1940. »

2. Roger Tourtel, *La guerre que je n'ai pas perdue*, souvenirs, non encore publiés, du gendre du général Delestraint.

forêt de Rambouillet, Neauphle-le-Château, Nogent-le-Roi, sur l'Eure, et de se réorganiser. Les 10 et 11 juin, les débris des divisions traversent la Seine à Mantes, à Meulan, à Poissy. Quant à la 2^e DCR qui a beaucoup souffert lors des derniers combats d'arrière-garde, après avoir traversé la Seine et l'Eure, elle se regroupera à partir du 11 au sud d'Arpajon et en gagnant la forêt d'Orléans.

Le 12 le général Delestraint est à Rambouillet. Du 12 au 16, avec les restes de ses deux divisions, il va s'efforcer de couvrir la Loire, la 2^e en se déployant de Nevers à Orléans, la 4^e d'Orléans à Blois. Le 16 juin, c'est à Meung-sur-Loire que, lors d'une reconnaissance des passages de la Loire, le lieutenant Tourtel, futur gendre du général, tombe sur une puissante patrouille allemande motorisée et est grièvement blessé alors que les commandants Lazul et Edel sont sommairement abattus¹. Le 17 juin, au moment même où le général Delestraint fait tout pour assurer la défense des principaux axes et les ponts de la Loire et du Cher, il entend le maréchal Pétain annoncer publiquement la demande d'armistice, coup de grâce pour les armées en retraite qui peuvent penser que les combats sont terminés. C'est le lendemain, au point de regroupement, à Valançay, que le général Delestraint entendra l'appel du général de Gaulle à la BBC. Dès lors, il a choisi son camp, et refuse l'armistice ; mais il ne veut pas abandonner le groupement cuirassé en pleine retraite. De plus, il lui faut réfléchir à l'action qu'il peut mener : doit-il rejoindre sans plus tarder de Gaulle à Londres ou rester en France pour y préparer la reprise du combat ?

Du 19 au 25 juin, il s'agit d'éviter que cette retraite ne tourne au désastre et empêcher que l'ennemi ne fasse main basse sur les hommes et les armes. Armes et véhicules neufs que l'on trouve dans les dépôts sur le chemin du repli sont mis en lieu sûr. Le 25 juin au soir, le PC (poste de commandement) du groupement cuirassé s'installe au camp de Caylus et c'est là que le 8 juillet le général Charles Delestraint, placé à nouveau dans le cadre de réserve, adresse ses adieux à ses soldats : il leur demande de se comporter « en Français, et non avec une mentalité de chiens battus ou d'esclaves »... Trois jours plus tard, le 11 juillet, le groupement cuirassé est dissous. Le 15, le général Delestraint est libéré de toutes ses obligations actives. Le décret prend effet dès le lendemain. Le voilà désormais rendu à la vie civile. Pour ne pas se retrouver dans le Nord, occupé par l'Allemand, il suit son ami, le général Keller,

1. *Ibid.*

Avant guerre, il fut le supérieur du colonel de Gaulle.

En quittant ses troupes, le 8 juillet 1940, il prononça un discours exceptionnel : "Si nous conservons la foi dans les destinées de notre pays, si nous nous comportons en Français et non avec une mentalité de chiens battus ou d'esclaves, si nous savons vouloir, la France ressuscitera un jour elle aussi du calvaire présent."

Pendant deux ans, il réunit les anciens combattants des chars pour tisser des liens "au cas où".

En août 1942, il accepta de devenir le premier chef de l'Armée secrète, sous le pseudonyme de Vidal. De Londres, le général de Gaulle lui écrivit : "J'en étais sûr."

En juin 1943, il fut arrêté quelques jours avant Jean Moulin.

Déporté à Dachau, sans que les nazis connaissent sa véritable identité, il est fusillé deux semaines avant que les Alliés ne libèrent le camp.

Il s'appelait Charles Delestraint.

Au cours de dix ans de recherches incessantes, François-Yves Guillin, son secrétaire dans la Résistance, s'est attaché à reconstituer, jour après jour, l'itinéraire de ce grand résistant méconnu.



Au-delà de la justice rendue à un homme, cette biographie, parce qu'elle allie le témoignage à l'Histoire, apporte des précisions capitales sur l'appareil de répression allemand et sur l'Armée secrète telle qu'elle fonctionna au quotidien, animée par des hommes avec leur cortège d'ombres et de lumière.

*François-Yves Guillin
en juillet 1943,
lorsque, poursuivi par la Gestapo,
il prit le maquis.*

137274-7

ISBN 2-259-00302-8



9 782259 003025

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7502 01982220 6

Atelier
Dominique Toutain

160 F

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

